

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Conseil européen de Laeken

Le Conseil qui s'est réuni les 14 et 15 décembre a été pour l'essentiel consacré à la **Convention sur l'avenir de l'Europe**. Celle-ci tiendra sa séance inaugurale le 1<sup>er</sup> mars 2002 et ses "travaux s'achèveront au bout d'une année". Elle fera rapport oral à chaque Conseil européen et produira un document final "qui servira de point de départ pour les discussions de la Conférence intergouvernementale, qui prendra les décisions définitives". Elle travaillera dans les onze langues de l'Union. Outre un président et deux vice-présidents, la Convention sera composée de 15 représentants des chefs d'Etat et de gouvernement (1 par Etat membre), 30 membres des parlements nationaux, 16 membres du Parlement européen, 2 représentants de la Commission. Les Etats candidats seront représentés dans les mêmes conditions que les Etats membres et "participeront aux délibérations sans toutefois pouvoir empêcher le consensus qui se dégagerait entre Etats membres". Le Présidium de la Convention sera composé du président et des deux vice-présidents de la Convention, et neuf membres issus de la Convention et représentants tous les gouvernements qui existeront la présidence pendant la Convention (Espagne, Danemark, Grèce). "Pour élargir le débat et y associer l'ensemble des citoyens, un Forum sera ouvert aux représentants de la société civile (partenaires sociaux, milieux économiques, organisations non gouvernementales, milieux académiques, etc.). Il s'agira d'un réseau structuré d'organisations qui seront régulièrement informées des travaux de la Convention. Leurs contributions seront versées au débat. Ces organisations pourront être auditionnées ou consultées sur des sujets particuliers selon des modalités à déterminer par le Présidium" (annexe I aux conclusions de la présidence).

Par ailleurs, le Conseil européen, notamment ♦ "[a pris] note avec satisfaction des conclusions du Conseil [des ministres] ainsi que du rapport conjoint du Conseil et de la Commission sur les **services d'intérêt général**, qui feront l'objet d'une évaluation communautaire au regard de leurs performances et de leurs effets sur la concurrence. [II] encourage la Commission à établir un cadre d'orientation pour les aides d'Etat aux entreprises chargées de mission de services d'intérêt général" (point 26) ♦ "réaffirme qu'il attache une importance stratégique au projet **Galileo** et se félicite de la décision prise [...] par l'Agence spatiale européenne de le financer à concurrence de 550 millions d'euros. Le Conseil [européen] invite le Conseil [des ministres] à poursuivre ses travaux afin de pouvoir prendre une décision sur le financement de la phase de développement d'ici mars 2002 et d'arrêter un règlement d'ici juin 2002, en tenant compte du rapport d'audit ..." (point 33) (voir également ci-dessous) ♦ "demande au Conseil "marché intérieur" de tenir une réunion le 20 décembre prochain afin d'aboutir [...] à un accord sur un instrument flexible, aussi peu coûteux que possible" sur le **brevet communautaire** (point 31) (voir également ci-dessous) ♦ a rappelé que "l'Union européenne est décidée à mener à bien les négociations d'adhésion d'ici fin 2002 avec les **pays candidats** afin que ceux-ci puissent participer aux élections au Parlement européen en 2004" et donne la liste des dix pays probables (point 7) ♦ n'a pas pu régler la question des sièges d'une douzaine d'agences européennes et pris des décisions provisoires pour l'autorité alimentaire et Eurojust./

### European Council of Laeken

The Council which met on the 14<sup>th</sup> and 15<sup>th</sup> December was primarily devoted to the **Convention on the future of Europe**. The Convention will hold its inaugural meeting on 1<sup>st</sup> March 2002, "and its proceedings will be completed after a year". It will present an oral report at each European Council and will give a final document, "which will provide a starting point for discussions in the Intergovernmental Conference, which will take the ultimate decisions". It will work in the 11 languages of the Union. In addition to its Chairman and two Vice-Chairmen, the Convention will be composed of 15 representatives of Heads of State or Government (1 per Member State), 30 members of national parliaments, 16 members of the European Parliament and 2 Commission's representatives. The candidate countries will be represented in the same way as the current Member States and "will be able to take part in the proceedings without, however, being able to prevent any consensus which may emerge among the Member States". The Praesidium of the Convention will be composed of the Convention Chairman and two Vice-Chairmen and nine members drawn from the Convention and the representatives of all the governments holding the Council Presidency during the Convention (Spain, Denmark, Greece). "In order for the debate to be broadly based and involve all citizens, a Forum will be opened for organisations representing civil society (social partners, the business world, non-governmental organisations, academia, etc.). It will take the form of a structured network of organisations receiving regular information on the Convention's proceedings. Their contributions will serve as input into the debate. Such organisations may be heard or consulted on specific topics in accordance with arrangements to be established by the Praesidium". (annexe I to the conclusion of the Presidency).

Further, the European Council, "[has] noted and welcomes the [Minister's] Council's conclusions and the joint Council and Commission report concerning **services of general interest**, which will be the subject of an assessment, at Community level, as to their performance and their effects on competition. [it] encourages the Commission to set up a policy framework for State aid to undertakings entrusted with the provision of services of general interest" (point 26) "reaffirms the strategic importance it attaches to the **Galileo** project and welcomes the decision of the European Space Agency taken [...] to grant finance to the amount of 550 million euros. The [European] Council calls on the Council [of ministers] to continue its work with a view to taking a decision on the funding of the development phase by March 2002 and to decide on the Regulation by June 2002, taking account of the audit report by ... (point 33) (see below also) "asks the Internal Market Council to hold a meeting on 20 December 2001 in order to reach [...] agreement on a flexible instrument involving the least possible cost" on the **Community patent** (point 31) (see below also) recalled that "the European Union is determined to bring the accession negotiations with the **candidate countries** to a successful conclusion by the end of 2002, so that those countries can take part in the European Parliament elections in 2004" and gave a list of ten likely countries (point 7) Could not settle the question of seats for a dozen European agencies and took a temporary decision on the Food Authority and Eurojust.

## Services d'intérêt général

La Commission a publié, le 10 décembre, une série de documents soulignant l'impact "positif" de l'ouverture de certains marchés européens à la concurrence. Celui sur les performances des industries prestataires de services d'intérêt général répond à une commande du Conseil européen de Nice et complète " le rapport à l'intention du Conseil européen de Laeken. Les services d'intérêt général", du 17 octobre 2001. Le rapport signale que les prix ont baissé dans les télécommunications, l'énergie, les services postaux et les transports, mais que la satisfaction des consommateurs est mitigée. Il constate également que les anciens fournisseurs monopolistes ont conservé des parts de marché élevées. Il estime impossible à ce jour d'évaluer l'impact à long terme de la libéralisation sur les services d'intérêt général, mais sur la base des informations disponibles il estime que celle-ci semble avoir profité à la performance globale sur le marché et au caractère abordable des services universels. Ce rapport ne se présente pas comme une évaluation, celle-ci se fera lors que la Commission aura défini une méthodologie, courant 2002.

## Conseil transport

Le Conseil décembre qui s'est réuni les 5 et 6 décembre a :

- ♦ **Galileo** : échoué à se mettre d'accord, malgré les résultats d'une étude confiée à un cabinet indépendant (Price Waterhouse Cooper) par la Commission. Cette étude conclut que le bénéfice "sera considérable pour l'économie de l'Union dans son ensemble" (amélioration des trafics aérien et maritime, services de police et d'incendie, industries du secteur, utilisation personnelle de services de localisation), même si le faible niveau des marges des opérateurs nécessitera un investissement continu du secteur public jusqu'à 2008. Huit pays ont refusé que le Conseil se prononce et six souhaitent reporter la décision à mars 2002 (Allemagne, Autriche, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni, Pays-Bas), les Britanniques soulevant particulièrement trois problèmes : les investissements publics nécessaires après le démarrage opérationnel de Galileo, la participation du privé, la viabilité économique. La présidence belge a souhaité inscrire cette question à l'ordre du jour de Laeken (voir ci-dessus).

Note : aujourd'hui, le système américain GPS dispose d'un quasi monopole mondial (il est à peine concurrencé par le système GLONASS russe) et, depuis les attentats du 11 septembre, les Etats Unis considèrent favorablement Galileo.

- ♦ **maritime** : approuvé les directives "sociétés de classification" et "contrôle par l'Etat du port", sur la base du projet commun approuvé dans le cadre de la procédure de conciliation avec le Parlement : sanctions contre les sociétés de classification défaillantes, procédures plus sévères pour les navires qui changent souvent de société de classification, "liste noire" des navires bannis des ports européens dès 2002, inspection annuelle renforcée et obligatoire pour les navires à risques, boîtes noires installées sur tous les navires entre 2002 et 2007. Ces directives, qui complètent le "paquet Erika I", entreront en vigueur au plus tard dans les dix huit mois, sauf pour le port de Rotterdam qui a obtenu une dérogation de six mois supplémentaires.

Le Conseil a également adopté une position commune sur l'agence européenne de sécurité maritime. Elle aura pour tâche de collecter et diffuser les informations sur la sécurité maritime, contrôler le travail des sociétés de classification, la conformité des contrôles réalisés par les Etats membres. L'agence travaillera dans les onze langues de l'Union, son conseil d'administration sera composé d'un représentant par Etat membre, quatre représentants de la Commission, quatre représentants du secteur privé nommés par la Commission sans droit de vote.

- ♦ **accord "open sky" avec les Etats-Unis** : confirmé, .../

## Services of general interest

On the 10<sup>th</sup> December the commission adopted a series of documents underlining the "positive" impact of the opening to competition of certain European Markets. One that concerns the performance of firms providers of services of general interest answers a demand by the European Council of Nice and complements "the report to the attention of the European Council of Laeken: Services of General Interest", published on 17<sup>th</sup> October 2001. The report indicates that prices in telecommunications, energy, postal services and transports have gone down, however, customer satisfaction is still mild. It also notices that old monopolist providers have conserved relatively high shares of the market. It feels that it is not possible, at present, to asses the long term impact of liberalisation on services of general interest, however, on the basis of available information it appears to have contributed to the improvement of the global performance on the market and to the affordable aspect of the universal services. This report is not an assessment, which will only be made when the Commission will have defined the methodology, sometime in the year 2002.

## Transport Council

The transport Council meeting on 5<sup>th</sup> and 6<sup>th</sup> December has:

- ♦ **Galileo**: failed to reach an agreement, despite the results of a study ordered by the Commission and carried out by an independent agency (Price Waterhouse Cooper). The study concluded that the benefits "to the whole of the Union's economy will be considerable" (improvement of air and maritime traffics, fire and police services, sector industry and personal application of localisation services), even though small profit margins for operators will require sustained investment from the public sector until 2008. Eight countries refused to let the Council take a decision and six countries wished to see the decision postponed until March 2002 (Germany, Austria, Denmark, the Netherlands, United Kingdom) the British raised three problems: the necessary public investments, following the operational launching of Galileo, participation of the private sector and economic viability. The Belgian presidency wished to see this issue included on the Laeken agenda (see below).

N.B. at present the American system GPS enjoys an almost world monopoly (it is barely being contested by the Russian system GLONASS) and, after the 11<sup>th</sup> September events, the USA considers Galileo more favourably.

- ♦ **maritime**: has approved "classification firms" and "the State of the port verification" directives on the basis of a joint draft approved in the framework of the process of reconciliation with the Parliament: penalties against inefficient classification firms, more strict procedures against vessels that change their classification firms so often, drawing up a "black list" of vessels prohibited in the European ports starting from 2002, obligatory and reinforced annual inspection of vessels considered risky, black boxes to be installed on all vessels between 2002 and 2007. These directives, which add on to the "Erika I package", will become effective, at the latest, in 18 months time, except for those countries that have been granted additional six months of exemption.

The Council has also adopted a common stand concerning the European Agency on Maritime safety. Its task will be to collect and distribute information concerning maritime safety, verify the work of classification firms and conformity of verifications carried out by Member States. The agency will operate in 11 languages of the Union, its board of directors will be composed of one representative from each Member State, four representatives from the Commission, four representatives, without voting rights, named by the Commission, from the private sector.

- ♦ **"Open sky" agreement with the USA**: confirmed, .../

de manière informelle, qu'il n'était pas par principe opposé à un accord européen, mais qu'il souhaitait que la Commission retire d'abord ses plaintes devant la Cour de justice contre les Etats membres qui ont conclu des accords bilatéraux avec les Etats-Unis.

---

## Concurrence

♦ Le **Conseil industrie** du 5 décembre a, notamment i/ exprimé sa volonté d'aboutir en 2002 sur la proposition de règlement pour un nouveau système de mise en œuvre des règles de concurrence (articles 81 et 82 du traité CE) visant à remplacer l'actuel système de notification par un système décentralisé où tout accord entre entreprises qui ne contreviendrait pas au droit communautaire serait considéré comme valable. Les principes de fonctionnement du "réseau" de coopération entre les autorités nationales de concurrence devront faire l'objet d'une déclaration conjointe du Conseil et de la Commission et les modalités de fonctionnement être fixées dans une communication élaborée par la Commission avec les Etats membres. Cette partie du dossier a été renvoyée aux représentants des Quinze (COREPER) ii/ invité les Quinze à réduire encore le niveau des aides d'Etat.

♦ **Livre vert sur les améliorations qu'il faudrait apporter au règlement sur les concentrations.** Les principaux axes proposés sont i/ l'extension de la compétence communautaire aux opérations notifiées dans trois Etats membres minimum ii/ la simplification des mécanismes de renvoi des affaires de concentration aux juridictions nationales iii/ l'assouplissement du délai imparti aux notifiants contraints de proposer des modifications à leurs projets de fusion iv/ le lancement d'un débat sur la notion de domination sur le marché afin d'évaluer les mérites respectifs des critères retenus par les autorités européennes et américaines qui ont une approche très différente en la matière (voir bulletin 75). Les Etats membres et les milieux professionnels sont invités à se prononcer sur ces propositions avant le 31 mars 2002.

♦ **Poste :** Pour avoir utilisé des ressources financières provenant de son monopole afin d'imposer un nouveau service de courrier aux compagnies d'assurance clientes, la Poste belge vient de se voir infligé une amende de 2,5 millions d'euros par la Commission, pour abus de position dominante. La Poste belge, qui a abandonné cette pratique depuis juin, s'était ainsi mise en position de pouvoir éliminer du marché une entreprise privée britannique, Hays, de service de courrier en un jour.

C'est la cinquième fois depuis décembre 2000 que la Commission sanctionne des services postaux (voir bulletins 87, 85, 82, 72).

♦ **Rail :** Deutsche Bahn AG a reçu un avertissement de la Commission pour pratique anticoncurrentielle. En refusant de fournir des services de traction à un petit concurrent allemand, elle le met, avec son partenaire suédois Statens Järnvägar, dans l'impossibilité d'offrir un service régulier de transport de passagers entre Berlin et Malmö.

♦ **Electricité :** La Belgique est poursuivie devant la Cour de justice de Luxembourg, pour transposition incomplète de la législation communautaire d'ouverture du marché. Selon la Commission, la non désignation du gestionnaire du réseau de transport empêche une concurrence réelle.

---

## Energie

La Commission a présenté, le 4 décembre, un rapport sur la mise en œuvre des directives gaz et électricité. Selon ce rapport, si la transposition sur le papier est satisfaisante, bien souvent le degré d'ouverture est un leurre et de ...

unofficially, that it was not, on principle, opposed to a European agreement but it wished to see the Commission withdraw its complaint from the Court of Justice, against Member States having signed bilateral agreement with the USA.

---

## Competition

♦ The **Industry Council** meeting on 5<sup>th</sup> December has, in particular i/ expressed its willingness to achieve results, in 2002, on the regulation proposal concerning a new system of implementation of competition rules (article 81 and 82 of EC treaty) aimed at replacing the current system of notification by a centralised system in which an agreement between firms that does not infringe Community law, shall be considered valid. The operation principles of cooperation "network" between national competition authorities should be jointly declared by the Council and the Commission and, principles of operation must be written out in a communication prepared by the Commission and Member states. This part of the matter was referred back to the representatives of the Fifteen (COREPER) ii/ called on the Fifteen to further reduce the level of State aid.

♦ **Green paper on the improvement to be made on the regulation concerning concentrations:** Proposed principal axes are: i/ the enlargement of the Community's field of action to operations notified in a minimum of three Member States ii/ simplification of the procedures of transfer of cases concerning concentrations to national courts iii/ relaxation of the time limit accorded to a notifiers obliged to present modifications in their merger projects iv/ the launching of a debate on the notion of market domination in order to assess the respective merits of criteria selected by European and American authorities, whose approaches on the subject are very different (see bulletin 75). Member States and professionals are invited to submit their comments on these proposals before 31<sup>st</sup> March 2002.

♦ **Post:** For having made use of financial resources from its monopole in order to impose a new mail service to its insurance companies clients, the Belgian Post has been ordered by the Commission to pay 2.5 million euros as a penalty against its abuse of dominant position. The Belgian Post which abandoned the service in June, had in so doing given itself the possibility to remove from the market, in a day, the British private company, Hays.

This is the fifth time since December 2000 that the Commission penalises a postal service (see bulletins 87, 85, 82, 72).

♦ **Railways:** Deutch Bahn AG has received a warning from the Commission for its anti-competition practices. By refusing to provide traction services to a smaller German competitor, it has made it impossible for the latter, together with its Swedish partner, Statens Järnvägar, to offer regular passenger services between Berlin and Malmö.

♦ **Electricity:** Belgium has been brought to the Luxembourg Court of Justice for an incomplete transposition of the legislation on market opening. According to the Commission failing appoint an administrator of the transport constitutes a hindrance to real competition.

---

## Energy

On December 4<sup>th</sup> the Commission presented a report on the implementation of gas and electricity directives. The report notes that, whereas the transposition is satisfactory on paper, quite often the degree of openness proves to be a deception and ...

nombreuses entraves à la concurrence subsistent. Le rapport pointe particulièrement l'asymétrie entre les différents Etats membres qui place certains pays dans une position plus compétitive que d'autres et justifie le "paquet libéralisation" déposé sur la table des institutions communautaires. Le rapport identifie les obstacles sur les marchés de l'électricité et du gaz et, après avoir détaillé les cas nationaux, il fait référence à l'Italie et au Royaume-Uni qui ont "cassé" les monopoles historiques.

---

## Marchés publics

- ♦ Le Journal Officiel des communautés européennes (28.11.01 C 333/27) a publié une "communication interprétative de la Commission sur le droit communautaire applicable aux marchés publics et les possibilités d'intégrer des aspects sociaux dans lesdits marchés". A travers l'examen des différentes étapes d'une procédure de passation de marché, la communication détaille les possibilités d'y intégrer des aspects sociaux. Elle précise que "si l'on était amené à considérer que le régime actuel des marchés publics n'offraient pas les moyens appropriés de tenir compte des aspects sociaux, il faudrait modifier les directives sur les marchés publics".
- ♦ Des procédures ont été ouvertes, à la demande de la Commission, contre l'Italie et la Grèce pour infraction à la législation communautaire sur la passation des marchés publics. Pour éviter l'appel d'offres, l'Italie aurait fractionné un marché pour être en dessous des seuils (système de comptabilité d'une Azienda sanitaria locale). En Grèce il s'agit d'un programme d'urbanisme qui aurait indûment été présenté comme de la recherche développement pour échapper à l'appel d'offres.

---

## Cour de justice

**Service universel des télécommunications :** Dans un arrêt C-146/00, la Cour a donné tort à la France dans l'affaire l'opposant à la Commission européenne pour non conformité aux directives européennes du service universel des télécommunications. L'opérateur France Télécom va devoir rembourser les trop-perçus pour 1997 et 1998, soit environ 15 millions d'euros.

La Cour a retenu comme fondés les six griefs formulés par la Commission, relatifs : au prélèvement de contributions sur les nouveaux opérateurs au titre du service universel alors que France Télécom disposait d'un monopole encore presque entier ; au retard dans le rééquilibrage des prix entre abonnements et tarifs ; à l'absence de transparence dans le mode de calcul du coût du service universel ; au calcul forfaitaire ou imprécis du montant de certaines composantes du coût net du service universel ; aux méthodes de calcul de ce coût net qui prend en compte des coûts historiques et non uniquement des coûts prévisionnels, mais ne prend pas en compte les bénéfices immatériels liés à la prestation du service universel ; à l'absence de publication des contributions des opérateurs.

---

**Notre adresse E-mail :**  
**celsig@noos.fr**

a number of obstacles against competition exist. The report points out, in particular, the asymmetry between different Member States, which places some Member countries in a more competitive position than others and thus justifies the "liberalisation package" submitted to the Community institutions. The report identifies obstacles on gas and electricity markets and, after providing details on each country, it gives examples of Italy and United Kingdom where historical monopolies have been broken up.

---

## Public procurement

- ♦ The Official Journal of the European communities (28.11.01 C 333/27) has published an "interpretative communication of the Commission on the Community law applicable to public procurement and the possibilities for integrating social considerations into public procurement". Through the analysis of different stages of awarding contracts the communication details the possibilities of integrating social considerations. It clarifies that "if it were considered that the present system of public procurement does not provide appropriate means for taking into account social aspects, it would then be necessary to amend directives on public procurement"
- ♦ Following a demand by the Commission proceedings have been opened against Italy and Greece for infringing Community legislation on public procurement procedures. In order to avoid tendering, Italy appears to have divided up a contract so that each part remained below the threshold cost necessitating tendering (accounting system of Azienda sanitaria locale). In Greece the project of urbanisation was deliberately wrongly presented as research and development project, also with the aim of avoiding tendering.

---

## Court of Justice

**Universal services of telecommunications:** In a ruling C-146/00 concerning proceedings opposing France and the European Commission, the Court found France to be in the wrong for not conforming to the European directives of the universal services of telecommunications. France Telecom, the operator will have to pay back over payments received in 1997 and 1998 of about 15 million euros.

The Court retained as justified six grievances formulated by the Commission, concerning, deductions of contributions from new operators providing a universal service, whereas France Telecom enjoyed an almost total monopoly; delays in the balancing of costs between subscriptions and rates; absence of transparency in methods of calculating the cost of universal service; inaccurate calculation or fixed figure of the amount of certain components of the net cost of the universal service; calculation methods of such costs which take into account past costs and not only estimated costs, but does not take into account intangible benefits linked to the provision of the universal service; the absence of the publication of the contribution from operators.

---

**Our E-mail address is:**  
**celsig@noos.fr**

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.